

# Un pas dans la bonne direction

Une augmentation des fonds propres peut atténuer substantiellement les risques posés par les entreprises «too big to fail» (TBTF), surtout si celles-ci peuvent également engager des capitaux étrangers pour absorber les pertes, comme prévu à l'avenir. Les nouvelles normes minimales de Bâle III sur les liquidités et les fonds propres vont dans cette direction. Il apparaît judicieux de compléter le ratio de fonds propres pondéré des risques par un ratio de levier financier. La pondération des risques a certes été redéfinie par Bâle III, mais elle demeure un talon d'Achille. Elle continue de s'appuyer sur l'évaluation du risque par des agences de notation qui dépendent partiellement des États d'immatriculation et des débiteurs examinés. Les pertes historiques sur crédits sont tout aussi problématiques, de même que la volatilité et les corrélations appliquées. En outre, il importe d'agir sur les instances de révision, tant internes qu'externes, et sur la surveillance des marchés financiers.



**Hans Kaufmann**  
Conseiller national,  
Kaufmann Research AG

Le monde politique s'occupait déjà de la problématique TBTF en 1998. À l'époque, le Conseil fédéral pensait qu'il n'était pas nécessaire de renforcer les mesures visant à protéger la Confédération contre d'éventuelles prises de responsabilité. Le total du bilan des deux grandes banques représentait déjà 400% du produit intérieur brut. Avec la libéralisation et la mondialisation de l'industrie financière, ce rapport a encore augmenté. Avant l'éclatement de la crise financière, à la mi-2007, il atteignait le niveau record de 760%. Pendant la crise et jusqu'à fin 2009, l'UBS a accusé un recul de 47% et le Credit suisse de 27%. Le rapport entre le total des bilans et le PIB est retombé à 440%. Ainsi, le problème du TBTF a diminué d'intensité, même si la somme des bilans s'était de nouveau accrue d'environ 10% à la mi-2010.

## Le problème est l'interdépendance des banques

Le sauvetage de l'UBS, péché originel du point de vue de la gouvernance économique, a conduit à un changement de perspective et à l'institution d'un groupe d'experts. Celui-ci doit formuler des propositions afin de ramener à un niveau supportable les risques que font courir à notre économie les banques d'importance systémique. On ne peut pas fixer cette limite objectivement, car ce n'est pas le rapport entre le total du bilan et le PIB qui définit l'importance systémique. Ce qui est déterminant, c'est l'interdépendance avec d'autres instituts financiers ainsi qu'avec des réseaux commerciaux et des systèmes de trafic des paiements, la complexité d'un groupe financier et les avoirs nets à l'étranger. Dans le cas des grandes banques suisses, ceux-ci se montent à environ 100 milliards de francs.

La crise hypothécaire aux États-Unis n'a pas été déclenchée par la taille de certaines banques. Elle a éclaté parce que la Fed surveillait de manière trop laxiste la façon dont les crédits étaient accordés. Elle a surtout résulté d'une pratique grégaire de l'endettement, encouragée par les sociétés de refinancement Fannie Mae et Freddie Mac ainsi que par la souplesse de la politique monétaire pratiquée par la Fed. On devrait commencer

par traiter ces causes. En complément, il faudrait créer un droit international des faillites pour les groupes financiers. Les milieux politiques croient, cependant, qu'une nouvelle réglementation du secteur bancaire suffira à limiter les risques systémiques. Les discussions à ce sujet vont dans deux directions. Le découpage des grands empires financiers en plus petites unités ou en domaines spécialisés est séduisant, mais cela reviendrait, d'une certaine manière, à accumuler les risques sur décision de l'État dans certains secteurs d'activités, ce qui n'est pas un gage de succès. Les banques d'investissement qui se sont effondrées aux États-Unis étaient spécialisées sur des domaines précis. Elles fonctionnaient comme si elles étaient séparées des autres. C'est également le cas de nombreuses petites banques régionales américaines, axées exclusivement sur les crédits hypothécaires et l'épargne, et qui sont actuellement en voie d'extinction. Les holdings et les autres structures juridiques de ce type ne dégagent pas non plus des responsabilités. Un institut financier ne peut pas laisser tomber une filiale comme une simple entreprise industrielle. Il en subirait de graves conséquences. Les grandes banques actives au niveau international ressemblent à des toiles d'araignée tissées entre de nombreux acteurs et il existe souvent des interconnexions compliquées au sein du groupe. Si une filiale devenait insolvable, les partenaires suspendraient toutes leurs relations commerciales, y compris avec la maison-mère et les sociétés qui en dépendraient bien que n'étant pas directement concernées.

## Les autorités doivent agir de manière appropriée

Si les interventions de l'État et les nouvelles réglementations sont impropres, exagérées ou précipitées, elles peuvent engendrer des dommages importants pour l'économie et des distorsions dans la concurrence internationale. Les autorités ne doivent pas sous-estimer ces dangers, faute de quoi elles se verront encore une fois reprocher d'avoir manqué à leur devoir de surveillance. On peut donc craindre qu'elles imposent des fonds propres et d'autres restrictions suffisamment élevés pour éviter d'avoir à gérer des crises à l'avenir.